



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AIN

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Départementale de l'Ain

Bourg-en-Bresse, le 27 juillet 2016

Affaire suivie par : Jean Michel Teppe
Subdivision 2
Tél. : 04 74 45 07 70
Télécopie : 04 74 50 32 50
Courriel : jean-michel.teppe@developpement-durable.gouv.fr

Réf : 20160622-RAP-UD01-S2-124-JMT

DÉPARTEMENT DE L'AIN
Société FEU VERT à SAINT-VULBAS

MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITER

Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Adresse de l'établissement : 405 avenue Charles De Gaulle - 01150 SAINT-VULBAS

Activité principale de l'établissement : Entrepôt de stockage

Code S3IC de l'établissement : 61.7959

Priorité DREAL : P3

Rapport au préfet relatif au porter à connaissance du demandeur

Objet : Installations classées – Modifications des conditions d'exploiter déposée le 15 décembre 2015 par la société FEU-VERT
Entrepôts de stockage de produits automobiles sur le territoire de la commune de SAINT-VULBAS au 405 avenue Charles De Gaulle

Références : Transmission de M. le préfet de l'Ain du 21 décembre 2015

Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Contexte du dossier

La société FEU VERT exploite sur la commune de SAINT-VULBAS des entrepôts de stockage de produits divers destinés à l'automobile. Cette activité est autorisée et bénéficie d'un arrêté préfectoral délivré le 4 juillet 2008 et modifié par arrêtés complémentaires les 29 juillet 2011 et 6 mars 2012.

Suite à la volonté de la société FEU-VERT de répartir les stockages de pneumatiques sur deux cellules adjacentes alors que le stockage n'était initialement autorisé que dans une seule cellule, un porter à connaissance a été déposé le 14 juin 2013 en préfecture de l'Ain par la société AEW INCOM 2, alors exploitante du site. Ce dossier avait été jugé incomplet par l'inspection et avait fait l'objet d'une demande de compléments le 16 avril 2015.

Une visite d'inspection diligentée le 20 octobre 2014 avait mis à jour une non-conformité du dispositif de sprinklage envers le mode de stockage utilisé pour les pneumatiques. Cette non-conformité avait donné lieu à un arrêté préfectoral de mise en demeure le 3 juillet 2015.

La société FEU VERT, nouvel exploitant du site depuis octobre 2014, a déposé le 15 décembre 2015 un nouveau porter à connaissance répondant à la demande de compléments de l'inspection.

Installations classées et régime

Le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 ayant modifié la nomenclature des installations classées, il convenait de modifier les rubriques des activités exercées sur le site. Les activités relevant de la nomenclature des installations classées pour l'environnement sont listées dans le tableau ci-dessous. Les volumes des différentes rubriques n'ont pas été modifiés lors de ce porter à connaissance.

Compte tenu des volumes d'activités exercées, l'établissement relève du régime de l'autorisation.

| Rubrique de la nomenclature | Classement | Désignation des installations et volume de classement | Volume autorisé |
|-----------------------------|------------|--|--|
| 1530-1 | A | Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ | 50 500 m ³ |
| 1532-1 | A | Dépôts de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 20 000 m ³ | 22 000 m ³ |
| 1510-2 | E | Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ | 273 730 m ³ 48 470 tonnes soit 9 700 tonnes par cellule |
| 2662-2 | E | Stockage de polymères, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égale à 1 000 m ³ mais inférieur à 40 000 m ³ | 5 000 m ³ (3 500 t) par cellule et 25 000 m ³ (17 500 t) au total |

| Rubrique de la nomenclature | Classement | Désignation des installations et volume de classement | Volume autorisé |
|-----------------------------|------------|--|---|
| 2663-1-b | E | Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égale à 2 000 m ³ mais inférieur à 45 000 m ³ | 5 000 m ³ (500 t) par cellule et 25 000 m ³ (1 500 t) au total |
| 2663-2-b | E | Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égale à 10 000 m ³ mais inférieur à 80 000 m ³ | 72 700 m ³ (12 800 t) au total |
| 1414-3 | DC | Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité | 1 m ³ /h |
| 2925 | D | Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW | Deux locaux de charge Puissance de charge : 90 kW |
| 4718.2 | DC | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et gaz naturel), la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t | 15 tonnes |
| 4320 | NC | Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 t. | 14,99 tonnes |
| 4321 | NC | Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 t. | 5 tonnes |
| 4331 | NC | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t. | 5 tonnes |
| 4411 | NC | Substances et mélanges autoréactifs type C, D, E ou F, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t | 9 kg |
| 4510 | NC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t | 10 kg |
| 4511 | NC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t | 800 kg |

A : rubriques soumises à autorisation

E : rubriques soumises à enregistrement

D : rubriques soumises à déclaration

NC : activité non classée au regard de son volume mais proche ou connexe des installations du régime A

Éléments du dossier

Conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'environnement, l'exploitant a adressé à monsieur le préfet de l'Ain la déclaration relative aux modifications apportées.

Cette déclaration comprend les informations concernant la société exploitante, la description des installations et le plan des cellules de stockage, les fiches de données sécurité des produits susceptibles d'être stockés, une notice d'impact succincte comprenant les volets eau, air, déchets, ainsi que l'impact sur la santé.

L'exploitant a également fourni une notice relative aux risques accidentels concernant le risque incendie des cellules (moyens de prévention et d'intervention, modélisation des flux thermiques, étude de dispersion des fumées, besoins en eaux d'extinction, bassin de confinement, étude foudre, désenfumage). Cette étude définit les distances d'effets des flux thermiques pour les différents scénarios d'incendie selon les nouvelles modalités de stockage.

L'exploitant a vérifié la conformité de ses installations de sprinklage en fonction des modes de stockage et a démontré la nécessité de modifier certaines parties du dispositif, en particulier le remplacement de certaines têtes de sprinkler, l'ajout de rampes de sprinklage et la mise en place de barrières de tôle ou de contreplaqué entre les racks d'aérosols ainsi que pour les huiles et lubrifiants.

Avis de l'inspection

• Distance d'effets des flux thermiques

Les distances d'effets des flux thermiques ont été déterminées par le logiciel Flumilog développé par l'INERIS et préconisé dans la réglementation dans les arrêtés à enregistrement pour les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

L'étude a porté sur différents modes de stockage :

- pneumatiques en cellules 1 et 2, matières plastique en cellule 3 ;
- pneumatiques en cellule 2, matières plastique en cellules 1 et 3 ;
- matières plastique en cellules 4 et 5 ;
- pneumatiques en cellule 2, matières plastique et produits inflammables en cellule 3 ;
- aérosols en cellule 4.

Pour chaque scénario, les effets thermiques de 8 et 5 kW/m² n'atteignent pas les limites de propriété.

Les effets thermiques de 3 kW/m² dépassent légèrement la limite de site pour les scénarios d'incendie de stockage de matières plastique. Ces dépassements portent sur quelques dizaines de mètres, en particulier au long de la voie ferrée desservant le Parc Industriel, et au long de la propriété AUXINE LOGISTIC (BOTANIC).

L'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de polymères (rubrique 2663) impose que seuls les effets létaux doivent être contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable.

Les modes de stockage prévus par la société FEU VERT respectent ces dispositions.

• Mode de sprinklage

Concernant le mode de stockage des pneumatiques, le dispositif de sprinklage existant autorise un stockage des pneus à plat sur une hauteur maximum de 7,8 m. Par son étude, la société FEU VERT a démontré la possibilité d'un stockage des pneus en épi jusqu'à une hauteur de 9,10 m en effectuant des modifications du dispositif d'extinction automatique.

Concernant les liquides inflammables, l'exploitant s'engage à modifier le dispositif de sprinklage de façon à le rendre compatible avec le stockage de ces produits. Les produits inflammables ne seront pas stockés dans la même cellule que les pneus, mais dans une zone de la cellule 3 dédiée à cet effet. Le sprinklage existant en toiture sera conservé, et doublé d'un sprinklage spécifique entre racks de stockage.

En se référant au guide Ω 4 de l'INERIS, l'exploitant propose de stocker les aérosols en cellule 4, au sein d'une zone grillagée, en conservant le sprinklage ESFR existant au plafond, et en mettant en place des barrières entre racks dotées d'un sprinklage spécifique. Ces stockages ne devront pas être surmontés de produits combustibles.

Les propositions de l'exploitant ont été prises en compte sous la forme de prescriptions au sein du projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

Proposition de l'inspection

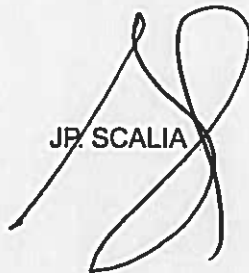
Par son porter à connaissance déposé le 15 décembre 2015, la société FEU VERT sollicite l'autorisation de modifier l'organisation de ses stockages au sein des cinq cellules de son entrepôt sis à SAINT-VULBAS au 405 avenue Charles De Gaulle.

Le contenu des différents éléments fournis est en relation avec l'importance des modifications apportées à l'installation, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour permettre d'apprécier que les modifications apportées à l'installation ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs sur son environnement, et ne présentent pas un caractère substantiel au vu des critères mentionnés à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

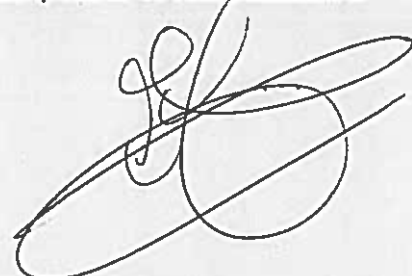
Compte tenu de ce qui précède, et au vu des modifications apportées aux installations, il est proposé à Monsieur le Préfet de réserver une suite favorable à la demande de la société FEU VERT, et d'actualiser les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 2008 modifié sous forme d'un arrêté complémentaire, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Lu, vérifié, approuvé et transmis à
Monsieur le Préfet du département de l'Ain
Pour la directrice et par délégation,
le chef d'unité départementale adjoint de l'Ain



JP. SCALIA

L'inspecteur de l'environnement



JM. TEPPE

